



PAR MARTIN VANIER

Professeur à l'Institut de géographie alpine de Grenoble

LES ALPES MÉTROPOLISÉES

L'attraction qu'exercent les espaces faiblement peuplés finira-t-elle par avoir raison d'eux ? Les Alpes n'échappent pas à la pression urbaine. On peut même dire qu'elles l'attirent.

Près de 700 stations touristiques d'hiver et d'été sont officiellement répertoriées dans les Alpes – dont 200 rien qu'en France –, des plus modestes villages d'accueil aux plus puissants complexes d'altitude de plusieurs dizaines de milliers de lits – près de 80 000 lits à Chamonix.

À ces 700 pôles touristiques accueillant environ 100 millions de visiteurs par an, s'ajoutent une petite centaine d'agglomérations urbaines de toutes tailles, pour environ un quart au cœur même de l'arc alpin – la plus connue étant Innsbruck, mais pensons aussi à Aoste, Sion ou Briançon –, les autres en piémont, formant deux guirlandes de villes des deux côtés de la chaîne. Un peu plus loin, si l'on regarde la carte de plus haut, on constate que les Alpes sont comme cernées par les puissantes métropoles de plus d'un million d'habitants que sont Vienne, Munich, Zurich, la métropole lémanique de Genève-Lausanne, Milan, Turin, Nice et la métropole azuréenne, et à peine plus loin encore, Lyon, Marseille, Gênes, Venise, etc. En résumé, les Alpes

et leurs alentours sont une des régions les plus urbaines d'Europe.

Le lecteur d'*Alpes Magazine* ne contemple pas les images sauvages de l'immaculé alpin pour qu'on lui rappelle cette réalité urbaine. Il la vit au quotidien, et c'est justement pour lui échapper un instant qu'il parcourt *Alpes Magazine*. Mais elle le rattrape à tout instant. Dans un article de la presse nationale qui n'est pas passé inaperçu (*L'Alpe-d'Huez*, la montagne terrassée, *Libération* du 28 octobre 2016), le journaliste François Carrel, que les lecteurs connaissent bien ici, relate le réaménagement complet du secteur du Signal. Douze millions d'euros de travaux de remodelage de la montagne pour les besoins de son exploitation comme domaine skiable. L'équipement de l'espace récréatif est une des formes de l'urbanisation métropolitaine. Les débats législatifs et autres batailles juridiques sur la conception des UTN (Unités touristiques nouvelles) et l'utilisation – disons flexible – de ladite procédure l'illustrent régulièrement depuis que la première loi Montagne de 1985 les

a promues. Non seulement les Alpes n'échappent pas à la pression urbaine, mais on peut même dire qu'elles l'attirent ; particulièrement les Alpes françaises qui sont la partie de l'arc alpin qui connaît depuis bientôt trente ans la plus forte croissance démographique.

LES ALPES, MONDE URBAIN

Urbaniser les Alpes ? Qui peut vouloir une perspective aussi désastreuse ? Qu'est-ce qui l'alimente ? Le problème va bien au-delà de nos chères Alpes. Il est planétaire et vient de nos capacités individuelles croissantes à dissocier nos lieux de vie et nos lieux de travail. La voiture en est la cause, mais pas la seule : Internet, le congélateur, la réduction du temps de travail sur une vie entière, la diversification des formes de l'emploi non salarié, la part croissante des temps de loisirs et de récréation, la généralisation des couples biactifs, ou bien d'autres facteurs techniques ou sociétaux font qu'on est moins assigné qu'avant à ■■■





COMMENT RÉPONDRE AUX ASPIRATIONS LÉGITIMES À GOÛTER AUX ALPES ET ÉVITER QU'ELLES N'Y PERDENT LEUR SENS, LEUR ATTRAIT, LEUR NATURE MÊME ?

■ ■ ■ son lieu de travail. Les Alpes de nos ancêtres leur offraient peu de possibilités de gagner leur vie, et étaient occupées en proportion. L'ajustement se faisait alors par l'exode. Désormais, il n'y a plus de rapport entre les possibilités productives d'un territoire et son développement résidentiel, et inversement. Les spécialistes parlent d'économie « résidentielle ». Les Alpes en sont, avec les régions littorales, une des formes les plus vives, et l'urbanisation diffuse en est sa résultante. Les aménités alpines ouvrent un champ spéculatif vertigineux. Commence alors « l'urb-alpisation », dont nous sommes tous – habitants, résidents secondaires, pratiquants, touristes, travailleurs, petits et grands promoteurs des ressources du territoire – les acteurs plus ou moins directs, conscients et vigilants. L'amour que portent les sociétés métropolisées aux espaces de faible densité, et parmi eux les espaces alpins, sera-t-il une étreinte mortelle pour eux ? Comment répondre aux aspirations légitimes à goûter aux Alpes – un jour, une semaine, une saison, un moment de la vie, jeune actif ou retraité – et éviter que ces dernières n'y perdent leur être, leur sens, leur attrait, leur nature même ? Cette question travaille toutes les consciences qui ne sont pas aveuglées par la rente alpine.

Or, quand les marchés et les investissements deviennent planétaires, la rente, comme la compétition qui l'anime, semble inépuisable : il n'y a plus de limites économiques à ce qu'on espère tirer des Alpes, grâce à des projets toujours plus audacieux. Alpes et métropole, même combat spéculatif mondialisé ! Ou bien encore, dit en souriant : dans la pente, les prix montent. Ce qui fait de la « monturbanisation » la variante alpine de la banale périurbanisation.

Le seul remède à l'urbanisation sans fin, c'est l'urbanisme. Pour en rajouter une couche, diront les sceptiques ? Non, justement. Pour, au contraire, répondre aux contradictions que génèrent des sociétés à la fois de plus en plus urbaines et de plus en plus en demande de nature et d'environnement. Ces contradictions sont le cœur du travail de l'urbaniste, dont le métier consiste à agencer dans l'espace des nécessités dont aucune ne doit s'imposer aux autres. Urbaniste, il nous faudrait tous l'être un peu, et pas seulement animés de rationalités successives et parfaitement opposées, qui sont celles de l'habitant, du propriétaire, du pratiquant, du consommateur, de l'investisseur, du militant, etc.

CHANGEMENT D'HORIZON

Au demeurant, il s'est fait parfois de belles choses dans les Alpes depuis qu'elles se métropolisent, c'est-à-dire, *grosso modo*, depuis la massification touristique. Chacun en appréciera l'équilibre, mais la même époque a vu naître, *ex nihilo*, les stations dites intégrées et les parcs

naturels nationaux ou régionaux. Il y a eu en station le temps des barres et des tours, auxquelles on résume si souvent et injustement le fait urbain, mais aussi beaucoup d'innovation architecturale sous contraintes montagnardes, qui annonçait dès les années 1970 les principes d'une construction durable. On a désenclavé les vallées alpines à coups – « coûts » serait plus juste – d'autoroutes sur pilotis, mais on a aussi développé le transport par câble, dont se saisissent aujourd'hui diverses métropoles dans le monde. On a beaucoup trop périurbanisé, mais le Vorarlberg est devenu la référence d'un nouveau modèle de développement en bonne intelligence avec l'alpe – quoi que, là-bas aussi, dans la pente les prix montent.

Il est temps de changer partout de modèle d'urbanisation. Non pas pour prétendre la bloquer dans un sursaut défensif. Ce genre d'orientation a le plus souvent pour effets de renchérir le marché immobilier en place et de le rendre inaccessible aux travailleurs locaux. Les Alpes souffrent sans doute d'excès d'urbanisation, mais plus encore de défaut d'urbanisme et d'innovation dans les alternatives. On les habite de plus en plus nombreux, ce qui n'est pas, en soi, une mauvaise nouvelle. Reste à savoir comment, et à concevoir collectivement des réponses à l'aune des exigences de ce siècle, et non plus avec le strict appétit d'enrichissement qui caractérisait le précédent, lui-même encore marqué des souvenirs lointains de territoires dépréciés. Désormais riches, les Alpes méritent mieux que la reproduction aveugle des choix imaginés il y a cinquante ans. ■